

## INTERGLOBAL



PHOTO : MARYLINE DUMAS

L'ÉTAT ISLAMIQUE EN LIBYE

# Pousse-à-la-peace ?

Maryline Dumas, Misrata

**Alors que l'État islamique prend de plus en plus de poids dans le centre libyen, des responsables, comme ceux de Misrata, tentent d'instaurer la paix pour faire face à l'organisation terroriste.**

La région centrale de Syrte en Libye attire aujourd'hui tous les regards. Et inquiète, telle une cocotte-minute oubliée trop longtemps sur le feu. Après être entré dans Syrte en février (woxx 1312), l'État islamique (EI) a pris en juin dernier le contrôle total de la ville et de quelque 200 kilomètres de côtes aux alentours. Cette zone, d'où était originaire Mouammar Kadhafi, est aujourd'hui la principale base de l'EI en Libye. L'organisation terroriste a en effet perdu, lors de combats en juin face à un groupe proche d'Al-Qaïda, son fief historique de Derna, dans l'Est libyen. À 245 kilomètres à l'ouest de Syrte, Misrata tente de faire face à la menace mais se retrouve bloquée par la complexité de ses relations intralibyennes.

Bastion anti-kadhafiste lourdement touché pendant la révolution, Misrata était, durant l'été dernier, à la pointe de la coalition Fajr Libya (Aube libyenne), qui a lancé les hostilités dans l'Ouest libyen en juillet 2014 avant de mettre en place un gouvernement non reconnu à Tripoli. Mais,

aujourd'hui, le port commercial est en plein virage et affiche clairement son nouvel objectif, la paix en Libye.

Les représentants de Misrata appellent en effet à l'unité face à la progression de l'État islamique à Syrte, la ville voisine. La raison de ce revirement est simple : ils se sentent menacés. En juin, l'EI a repoussé les forces de Misrata jusqu'à la limite de leur propre territoire, au check-point d'Abu Graïn, qui avait déjà été attaqué quelques jours auparavant. Selon le conseil militaire de Misrata, près de 800 terroristes, parmi lesquels 30 pour cent d'étrangers, contrôlent ce vaste territoire de près de 200 kilomètres de côtes, de Buayirat Al-Hassoun à Nouflyia, s'enfonçant ensuite dans le désert jusqu'à 80 kilomètres au nord, près de Houn.

## Appel à l'unité

Khaled Abu Jazia, porte-parole de la brigade 166 de Misrata, qui dirige les opérations contre l'EI, reconnaît lui-même que les hommes de l'organisation extrémiste naviguent beaucoup dans le Sud alors que les forces de Misrata y sont peu présentes. « Ils sont à moins de 70 kilomètres des sites pétroliers de Ghani et Mabrouk. Concrètement, ils peuvent en prendre le contrôle dès qu'ils le souhaitent. »

Ces sites ont déjà été attaqués et pillés par l'EI en février et sont actuellement fermés.

## Décapités et crucifiés

Malgré la menace qui pèse, les combats entre l'État islamique et les Misratis ont cessé en juin. « Nous attendons le bon moment et la création d'une force commune nationale pour attaquer Daesh », explique Ibrahim Baithimal du conseil militaire. Un autre responsable révèle : « Nous souhaitons que la population de Syrte se soulève d'abord. » Les Misratis le savent : s'ils entrent à Syrte sans le soutien de la population, celle-ci se rebellera contre eux. Cette région, où est né Mouammar Kadhafi, est considérée comme « verte » (couleur de l'ancien régime). En cela, c'est une rivale de Misrata, fief prorévolutionnaire. « Les habitants de Syrte haïssent les Misratis. Ils avaient le choix entre eux et Daesh, ils ont préféré Daesh. La peste plutôt que le choléra », explique un homme originaire de la région.

Mais cette situation ne pouvait durer éternellement. « Bientôt, les Syrtis prendront les armes. Ils ne supporteront pas longtemps de devoir rendre des comptes, sur leur propre territoire, à des étrangers », prédisait au début de l'été un observateur. En

effet, des combats ont opposé la population aux hommes de l'EI mi-août. L'organisation a répliqué en tuant une centaine de personnes, parmi lesquelles une douzaine de combattants qui ont été décapités puis crucifiés. L'hôpital de la ville, où des blessés avaient été emmenés, a été incendié. Les violences ont débuté après l'exécution d'un imam salafiste dont le corps aurait été brûlé, insulte suprême dans la religion musulmane. Khaled Ben Rajab aurait refusé de remettre sa mosquée à l'État islamique. Face à ce meurtre, une partie de la population de Syrte, notamment les membres de la tribu Ferjani à laquelle appartenait la victime, mais aussi un groupe de salafistes quiétistes, qui prônent un retour à l'islam originel, a décidé de prendre les armes contre l'EI.

## Imposé en douceur

Cette rébellion n'est guère une nouveauté. La Libye a connu un précédent à Derna, dans l'est du pays, où des brigades locales, proches d'Al-Qaïda, avaient déjà réussi à faire fuir l'État islamique mi-juin. Cependant, l'EI s'était montré, jusqu'ici, plus prudent à Syrte qu'à Derna. Le groupe s'est d'abord imposé en douceur, ne s'attaquant qu'à ses opposants. Au-

## INTERGLOBAL

PHOTO : MARYLINE DUMAS



Les forces de Misrata à Syrte en mars 2015. Depuis, elles ont été forcées de reculer.

cun tribunal islamique n'avait été mis en place, comme cela avait été le cas à Derna. L'interdiction de fumer et les « conseils » vestimentaires pour les femmes ont été relativement bien acceptés par les habitants. Mais, mi-juillet, l'EI a fait un pas dans la violence en exposant le corps crucifié d'un Ferjani qui tenait la copie d'une page Facebook critiquant l'organisation. Ce type d'action déshonorante crée inévitablement des tensions. La mort de l'imam mi-août n'a fait que les raviver et a mis le feu aux poudres. De nouveaux soulèvements sont donc probables à Syrte.

Les deux gouvernements - celui reconnu de Beida et celui de Tripoli - ont condamné les exactions de l'État islamique. Le Congrès général national (CGN), parlement de Tripoli, a promis de continuer les « opérations militaires à travers le chef d'état-major et les combattants révolutionnaires pour se débarrasser de cette organisation terroriste ». Le gouvernement de Beida a, quant à lui, appelé à l'aide la Ligue arabe. Les représentants de celle-ci se sont réunis le 18 août en urgence pour évoquer le sujet. Sans promouvoir de mesure concrète, l'or-

ganisation panarabe a affirmé qu'« il y a un besoin urgent de mettre en place rapidement une stratégie qui inclue une assistance militaire à la Libye ». Une aide qui pourrait être grandement encouragée par l'instauration d'un gouvernement d'unité nationale (voir plus bas).

Quoi qu'il en soit, les deux autorités libyennes semblent aujourd'hui être sur la même longueur d'onde face à l'EI, ce qui pourrait faciliter un rapprochement. Jusque-là, le gouvernement de Beida n'avait guère agi contre l'EI de Syrte, trop occupé par les combats contre le groupe et ses alliés dans l'Est, à Benghazi et Derna. Mais les exécutions de membres de la tribu Ferjani - à laquelle appartient Khalifa Haftar, le commandant de l'armée de Beida - pourraient bien changer la donne.

C'est ce que semblent espérer les responsables de Misrata, même s'ils ne le disent qu'à mots couverts. En attendant, ils ont choisi de préparer le terrain pour que les conditions deviennent plus favorables et ils tentent de renouer les contacts entre Libyens. Autrefois repliée sur ses souffrances liées à la révolution, la ville

martyre s'ouvre aux autres. Ainsi, le musée de la révolution, situé au milieu de la rue de Tripoli, particulièrement détruite dans les combats de 2011, accueille aujourd'hui les photos de martyrs de nombreuses villes, comme ceux de Zintan, le grand ennemi. « C'est le musée des martyrs de toute la Libye, justifie le directeur, Taher Bachir. Ce lieu doit rassembler tout le monde. »

### Accords de paix entre villes

Dans ce cadre, la troisième ville du pays tente depuis des mois de rétablir la paix en Libye. Un processus qui passe notamment par des accords de paix entre villes. Trois ont déjà été signés alors que d'autres sont en cours de négociation, notamment avec Zintan, l'ennemi juré qui soutient le gouvernement de Beida, reconnu par la communauté internationale. « Il y a un réel désir de discuter, de faire la paix. C'est pour cela que Misrata a pris l'initiative », justifie Ali Abu Setta, membre du conseil municipal. Son collègue, Mohamed Toumi précise : « Ce n'est pas important de savoir qui est à l'origine de ces dis-

cussions. Ce qui est important, c'est que le contact existe à présent. » Et le résultat est là : les combats ont pris fin dans l'Ouest libyen.

Ces accords de paix entre villes ne sont cependant pas une bonne nouvelle pour tout le monde. Le gouvernement de Tripoli, comme certains combattants les plus extrémistes, n'approuve guère ces gestes de réconciliation. « Depuis la fin des combats dans l'Ouest, les révolutionnaires sont rentrés chez eux. On a à présent beaucoup de mal à les mobiliser », se désole le colonel Omar Khadrawi du ministère de l'Intérieur de Tripoli. Les kidnappings et autres crimes ont repris en l'absence des combattants. La route côtière, entre Tripoli et la frontière tunisienne, en est un exemple flagrant : les check-points où les révolutionnaires contrôlaient les identités ont quasiment disparu. Mi-juillet, quatre Italiens ont été kidnappés sur cette route.

Mais Misrata persiste. « Ces accords permettent de préparer le terrain pour les négociations sous l'égide de l'ONU (débutées en septembre 2014, ndr). Cela fonctionne en parallèle », explique Ali Abu Setta

## AVIS

qui a participé à différentes réunions de dialogue au Maroc, entre autres. Il approuve d'ailleurs la proposition 4.1, l'accord signé le 10 juillet dernier par différentes personnalités libyennes, mais rejeté par le CGN, le parlement de Tripoli.

### Préparer le terrain

Cependant, Misrata reste divisée sur ce sujet. Hannan Shallouf, une élue boycottée de la Chambre des représentants (CdR), l'organe législatif basé à Tobrouk et reconnu par la communauté internationale, estime que cet accord n'est pas au point : « Il faut rediscuter. Par exemple, nous ne pouvons pas accepter que la décision de la Cour suprême (qui a déclaré l'invalidité du parlement de Tobrouk en novembre 2014, ndlr) ne soit pas reconnue. » Si une quarantaine de brigades de Misrata ont déclaré publiquement, en juin, leur soutien à ce dialogue, Hannan Shallouf assure que les groupes armés et de nombreuses personnalités sont de son côté. L'élue pense notamment à Abdulrahman Swehli, député élu à la fois au CGN et à la CdR qu'il boycotte, ou à Salah Badi. Ce dernier est un des chefs militaires de Misrata. Refusant toute négociation, il a annoncé, mi-juin, la création d'une nouvelle coalition de brigades, le « Front de fermeté », communément appelé « Fajr Libya 2 », qui inclut sept groupes de Misrata.

« Salah Badi n'est pas important. Il ne représente personne », tacle Fathi Bashagha, lui aussi élu boycotté de la CdR mais en faveur de l'accord de paix de l'ONU. Ayant participé aux négociations à Skhirat, au Maroc, cet homme d'affaires a choisi de signer l'accord : « Pour montrer notre bonne foi et passer à l'étape supérieure. » Selon un journaliste local, « 25 pour cent de la population de Misrata est pour cet accord, 25 pour cent est contre et 50 pour cent souhaite juste la fin de la guerre. »

La fin de la guerre, c'est effectivement ce dont rêve Ismaël. Pour s'évader et tenter d'oublier les problèmes de son pays, ce Misrati se réfugie chaque jour dans une petite baraque construite sur la plage. En regardant la mer au loin, il rêve à une Libye qui ressemblerait à l'Europe. « Je n'en peux plus, il faut qu'ils stoppent cette guerre ! Je suis prêt à tout pour cela, même à prendre Netanyahu comme président ! »

## Ministère du Développement durable et des Infrastructures Administration des bâtiments publics

### Avis de marché

**Procédure :** européenne ouverte  
**Type de marché :** Fournitures

**Modalités d'ouverture des offres :**  
**Date :** 16/10/2015 **Heure :** 10:00  
**Lieu :**  
Administration des bâtiments publics,  
10, rue du Saint-Esprit,  
L-1475 Luxembourg

### SECTION II : OBJET DU MARCHÉ

**Intitulé attribué au marché :**  
Fourniture de gaz pour les années 2016, 2017 et 2018 dans l'intérêt de divers bâtiments au Luxembourg.  
**Description succincte du marché :**  
126 GWh répartis sur 3 ans pour la fourniture de gaz naturel.  
La durée prévisible du marché est de 3 ans du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2018.

### SECTION IV : PROCÉDURE

**Conditions d'obtention du cahier des charges :**  
Les documents de soumission peuvent être retirés, soit électroniquement via le portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)), soit après réservation préalable 24 heures à l'avance ([soumissions@bp.etat.lu](mailto:soumissions@bp.etat.lu)) auprès de l'adresse de l'Administration des bâtiments publics jusqu'au 9 octobre 2015.  
Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereau.

### SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

#### Autres informations :

Réception des offres : Les offres portant l'inscription « Soumission pour la fourniture de gaz pour les années

2016, 2017 et 2018 » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

**Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :** 31/08/2015

**La version intégrale de l'avis n° 1501005 peut être consultée sur [www.marches-publics.lu](http://www.marches-publics.lu)**

## APPEL A PROJETS

dans le cadre du programme opérationnel de l'intervention du Fonds social européen au titre de l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » pour les années 2016-2017

**Dans le cadre du programme opérationnel de l'intervention du Fonds social européen au titre de l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » un appel à projets sera ouvert du samedi 5 septembre au vendredi 25 septembre 2015 (midi). Il s'adresse aux axes et priorités suivants :**

**Axe I : Soutenir l'intégration professionnelle durable**

**Objectif spécifique I.1 :** Accroître les compétences et les connaissances des demandeurs d'emploi, notamment de ceux qui sont âgés d'au moins 45 ans, en lien avec les besoins futurs du marché de l'emploi en vue d'une meilleure intégration professionnelle  
**(Budget disponible : 1.100.000 EUR)**

**Objectifs spécifiques I.2 : (i)**  
Augmenter l'insertion professionnelle durable des jeunes, notamment par le développement et le perfectionnement

du fonctionnement et du suivi de la « Garantie pour la jeunesse » ;  
(ii) Augmenter l'insertion des demandeurs d'emploi âgés de moins de 30 ans sur le marché de l'emploi.  
**(Budget disponible : 3.200.000 EUR)**

### Axe II : Renforcer l'inclusion sociale

**Objectif spécifique II.1 :** Augmenter l'activation des personnes défavorisées et éloignées du premier marché de l'emploi, notamment les bénéficiaires du revenu minimum garanti (RMG)  
**(Budget disponible : 3.800.000 EUR)**

**Les projets à présenter couvriront en principe une période maximale de 24 mois avec une date de début fixée au 1er janvier 2016.**

Les dossiers sont à déposer moyennant la fiche de candidature disponible sur le site web [www.fonds-europeens.public.lu](http://www.fonds-europeens.public.lu) (menu « FORMULAIRES » en bas de la page).

Cette fiche est à remettre par courriel **et** par voie postale aux adresses suivantes :  
- [secretariat.fse@mt.etat.lu](mailto:secretariat.fse@mt.etat.lu)  
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, **secrétariat FSE**, 26, rue Ste-Zithe, L-2939 Luxembourg.

La date de dépôt des candidatures est fixée **au vendredi 25 septembre 2015 (midi)**.

Une réunion d'information à l'attention des porteurs de projets intéressés sera organisée le **lundi 7 septembre à partir de 14h** dans les locaux du ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Pour toute information supplémentaire, veuillez consulter le site web [www.fonds-europeens.public.lu](http://www.fonds-europeens.public.lu).



**woxx - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire**, früher: GréngeSpoun - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • **Herausgeberin:** woxx soc. coop. • **Redaktion und Layout:** David Angel *da* ([david.angel@woxx.lu](mailto:david.angel@woxx.lu)), Luc Caregari *lc* ([luc.caregari@woxx.lu](mailto:luc.caregari@woxx.lu)), Karin Enser *cat* ([karin.enser@woxx.lu](mailto:karin.enser@woxx.lu)), Richard Graf *rg* ([richard.graf@woxx.lu](mailto:richard.graf@woxx.lu)), Susanne Hangarter *sh* ([susanne.hangarter@woxx.lu](mailto:susanne.hangarter@woxx.lu)), Raymond Klein *lm* ([raymond.klein@woxx.lu](mailto:raymond.klein@woxx.lu)), Florent Toniello *ft* ([florent.toniello@woxx.lu](mailto:florent.toniello@woxx.lu)), Anina Valle Thiele *avt* ([anina.vallethiele@woxx.lu](mailto:anina.vallethiele@woxx.lu)), Renée Wagener *rw* ([renee.wagener@woxx.lu](mailto:renee.wagener@woxx.lu)), Danièle Weber *dw* ([daniele.weber@woxx.lu](mailto:daniele.weber@woxx.lu)). Unterzeichnete Artikel und Grafiken geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. **Karikaturen:** Guy W. Stoos • **Fotos:** Christian Mosar • **Verwaltung:** Martine Vanderbosse ([admin@woxx.lu](mailto:admin@woxx.lu)) • **Bürozeiten:** Mo. - Fr. 9 - 13 Uhr • **Druck:** c. a. press, Esch • **Einzelpreis:** 2,20 € • **Abonnements:** 52 Nummern kosten 90 € (Ausland zzgl. 32 €); StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 40 € • **Konto:** CCPL IBAN LU18 1111 1026 5428 0000 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk „Neu-Abo“; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • **Anzeigen:** Tel. 29 79 99-10; [annonces@woxx.lu](mailto:annonces@woxx.lu); Espace Médias, Tel. 44 44 33-1; Fax: 44 44 33-555 • **Recherchefonds:** Spenden für den weiteren Ausbau des Projektes auf das Konto CCPL IBAN LU69 1111 0244 9551 0000 der „Solidaritéit mam GréngeSpoun asbl“ sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto • **Post-Anschrift:** woxx, b.p. 684, L-2016 Luxembourg • **Büros:** 51, av. de la Liberté (2. Stock), Luxembourg • **E-Mail:** [woxx@woxx.lu](mailto:woxx@woxx.lu) • **URL:** [www.woxx.lu](http://www.woxx.lu) • **Tel.** (00352) 29 79 99-0 • **Fax:** 29 79 79